

9 avril 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# « Place nette XXL » : déplacement à Marseille.

Emmanuel MACRON

Messieurs, dames, vous allez bien ?

Journaliste

Un mot d'abord sur la raison de votre présence ici. Récemment, il a été entendu que l'État était en train de perdre la guerre contre les trafiquants. Est-ce que c'est faux ? Un élément sur cette affirmation ?

Emmanuel MACRON

Résolument, résolument. C'est pour ça que je suis là. D'abord avec le ministre de l'Intérieur, des Outre-mer et le garde des Sceaux, l'ensemble de nos services, et je remercie les élus d'être à nos côtés ce matin autant en effet la ville, la métropole, le Département et la Région sont aussi mobilisés dans cette action aux côtés de l'État. Nous sommes à la bataille et on n'a pas attendu, d'ailleurs, ces derniers mois et c'est pour cela que je ne saurais, pour ma part, céder à aucun discours de défaite.

La situation, elle est très difficile. Elle est très difficile à Marseille, comme dans beaucoup de villes, malheureusement. De plus en plus de villes, y compris de villes moyennes, comme elle est d'ailleurs difficile dans beaucoup de villes d'Europe et du monde. La drogue est un fléau mondial. Le narcotraffic est un fléau qui est croissant. On le voit aux États-Unis d'Amérique. On voit, par exemple, la crise que nous vivons à Haïti aujourd'hui, qui est le fait de narcotraffiquants. On voit, aussi, ce que plusieurs autres pays européens ont eu à subir de mafias, de criminalité liée à la drogue qui ont menacé jusqu'aux plus hautes autorités. Et donc, oui, la drogue est notre ennemi. Nous l'avons dit dès le début avec beaucoup de fermeté et nous ferons tout pour lutter contre avec efficacité. Dès 2018, nous avons créé l'OFAST, c'est-à-dire une nouvelle organisation de l'État pour lutter contre ces trafics et nous avons accru les moyens partout sur le territoire pour justement nous organiser. Alors, à Marseille, cela s'est traduit par une action, que nous avons lancée ces dernières années et intensifiée, très claire, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur a eu l'occasion d'y revenir, récemment, et de dire avec beaucoup de force l'importance de cette action.

D'abord, nous avons réinvesti. C'est plus de 600 postes des forces de sécurité intérieure, qui se sont mobilisées ces dernières années, qui ont été rajoutées aux effectifs. On a créé plus d'une cinquantaine de postes de magistrats, plus de 70 postes de greffiers. Et donc il y a eu un investissement historique de la Nation aux côtés des Marseillaises et des Marseillais et de tout le ressort des Bouches-du-Rhône pour, comme partout d'ailleurs sur le territoire mais encore plus ici, réussir à avoir une action plus forte et résolue. On a eu des résultats. C'est toute la stratégie des dernières années qui a consisté à pilonner les points de deal, à réussir à reconquérir du terrain. Et dans plusieurs quartiers, on a aujourd'hui des points de deal qui ont fondu, qui se sont beaucoup réduits.

On a aussi lancé des actions à l'international. C'est tout le rôle de l'OFAST. Et vous l'avez vu, ces derniers jours, encore l'année dernière, on a démantelé des réseaux qui étaient le cœur de la délinquance, de la criminalité marseillaise liée à la drogue. Avec, l'année dernière, l'aide de l'Algérie avec l'aide, ces dernières semaines, de l'Espagne et, ces derniers jours, avec l'aide du Maroc qui nous a permis de mettre la main sur une des têtes de réseau. Donc nous agissons. Ce qu'on a voulu faire, c'est ce que j'annonçais le 16 janvier dernier, c'est maintenant systématiser des opérations « place nette » où on concentre beaucoup de moyens pour avoir des résultats supplémentaires ou aller au bout de ce travail. Et donc, en s'appuyant sur tout ce qu'on a fait, on a lancé plusieurs opérations « place nette » à Marseille. Et là, c'est la première d'une série d'une dizaine d'opérations « place nette » appelées « XXL », qui ont été préparées par le ministre et qui ont permis justement de lancer, dès hier, ce travail inédit.

Et il consiste en quoi ? D'abord, on a pré-judiciarisé beaucoup de dossiers, c'est-à-dire en s'appuyant sur le travail de fond qui est mené depuis des années. On a identifié les cas qui étaient connus, les gens dont on sait qu'ils rendent la vie impossible justement à un quartier, des têtes de réseaux à leurs relais les plus locaux. Donc pré-judiciarisation pendant des semaines, ce qui est un très gros travail entre, justement, les services du garde des Sceaux et du ministère de l'Intérieur. Une fois identifiées, nous avons mobilisé des forces. Vous avez près de 900 forces de police, de gendarmerie et de douaniers qui sont déployées depuis hier sur Marseille et qui, pendant des semaines, vont justement pilonner le territoire pour lutter contre ces dealers, ces trafiquants, ces réseaux de criminalité, ces tueurs, ces trafiquants de voitures. Parce que ce sont tous ces trafics qui sont liés et qui sont au cœur des affaires qui ont été identifiées. Donc, pendant plusieurs semaines, nous irons ainsi au travail et au contact. Depuis hier, il y a déjà plus de 82 interpellations, une soixantaine de gardes à vue, avec justement des personnes qui étaient visées, qui sont, on le sait, des criminels très dangereux et des gens qui nourrissaient la délinquance marseillaise. Et donc, c'est ce travail qu'on va poursuivre. On va le poursuivre pendant plusieurs semaines à Marseille.

On va aussi, ensuite, le lancer dans une dizaine de villes, métropole ou villes intermédiaires. Et il va venir s'appuyer sur tout le travail qu'on a systématisé à travers le territoire. L'objectif, c'est rendre la vie des trafiquants, des dealers et de toute la criminalité qui les accompagne impossible. Parce que, justement, il n'y a pas de discours de défaite, parce qu'on n'a pas le droit d'avoir un discours de défaite. La Nation a investi de manière inédite : des moyens, des postes, une organisation. Il y a un travail remarquable qui a été fait par toutes les équipes et je veux vraiment saluer ici nos policiers, nos gendarmes, l'ensemble des composantes de la police qui sont impliqués, nos douaniers, remercier aussi nos magistrats, nos greffiers, l'ensemble des services judiciaires qui ont été tous impliqués, ont travaillé main dans la main pendant des semaines et qui vont, pendant des semaines, déployer cette action sur le territoire. Tout ça va se suivre d'une série d'actions très fortes dans d'autres villes. Ça sera relayé ensuite par notre travail permanent qu'on a sur Marseille et dans les Bouches-du-Rhône. Et puis, on va prendre de nouveaux dispositifs pour aller jusqu'au bout : rendre la vie impossible aux consommateurs, rendre la vie impossible aux familles des plus jeunes qui servent de guetteurs ou autres et qui sont aussi des victimes de ces trafics. Et je le dis ici, dans une ville qui, l'année dernière, a connu 49 crimes liés au trafic de drogue, avec plusieurs cas qui sont des femmes et des hommes qui n'avaient rien à voir avec le trafic de drogue et qui ont été des victimes avec des familles entières qui ont été ravagées. Je pense à la jeune Socayna mais je pourrais penser à beaucoup d'autres familles à cause de la drogue et c'est un fléau terrible, donc on n'y cédera rien.

Journaliste

Quand vous évoquez rendre la vie impossible aux familles de guetteurs, est-ce que ça peut aller jusqu'à la suspension de certaines aides sociales, par exemple ?

Emmanuel MACRON

Ça veut dire qu'on est en train de travailler justement pour, d'abord, intervenir beaucoup plus rapidement. Et en effet, maintenant, mettre les familles devant leurs responsabilités. Et donc, il y a tout un processus qu'on est en train de mettre en place. Il y a des cas où vous avez des familles, souvent d'ailleurs des mamans seules qui sont totalement débordées. Là, il faut les aider, les accompagner. Mais il faut que les jeunes qui sont dans ces situations, parfois, on les sorte aussi du territoire, qu'on puisse les mettre dans des systèmes éducatifs adaptés, peut-être les mettre en internat pendant 6 ans, pendant une année scolaire, mais qu'on aide de manière rigoureuse ces familles. Après, il y a des familles qui connaissent le cas, qui ferment les yeux, qui en quelque sorte sont contentes, à ce moment-là, il faut être plus durs. Accompagner, responsabiliser, dans certains cas, sanctionner. Mais on ne peut pas continuer à avoir la situation qui est celle que nous connaissons sur le territoire, parce que ça rend la vie de quartier impossible. Parce que vous avez ici 98 % des femmes et des hommes de leur famille qui sont des victimes de ce trafic et les jeunes qui sont embarqués dans le rôle de guetteur ou les tâches les plus ingrates, souvent les plus risquées, sont eux-mêmes des victimes des trafiquants. C'est aussi pour ça qu'il faut les en sortir. Ce que font nos services de police quand ils arrivent à les identifier et qui font vraiment un travail, je dirais quasiment de réinsertion sociale bien souvent, mais il faut qu'on ait une approche beaucoup plus systématique.

Journaliste

Vous êtes venu à Marseille en juin dernier. On vous avait interrogé sur Nahel qui a été tué par un tir d'un policier à Nanterre et des débordements à la suite. Mercredi, à Aubervilliers, un jeune percuté par un véhicule de police qui est mort. Des dégradations et tirs de mortier sur le commissariat de La Courneuve ont suivi. Est-ce que vous liez ces deux évènements ? Est-ce que vous craignez une escalade ?

Emmanuel MACRON

Non, je ne les lie pas. Vous savez, j'ai une approche qui est extrêmement simple en la matière. D'abord, nos forces de sécurité intérieure font un travail remarquable. Elles sont au service de la loi et de la République. Et je le dis aussi parce que j'entends souvent une espèce de récit qui consisterait à renvoyer faction contre faction, camp contre camp. Non ! Il n'y a qu'un camp, celui de la République, enfin, un seul qui est légitime. Après, il y a des gens qui sont des trafiquants, il y a des gens qui sont des délinquants. Mais nos forces de sécurité, ce sont des femmes et des hommes qui s'engagent au service de la République. Ils font ce travail exemplaire, jour et nuit, pour justement lutter contre la drogue et les trafics et nous protéger. Quand il y a des actions qui ne répondent pas à la déontologie.

Journaliste

Vous avez été interpellé là-dessus aussi...

Emmanuel MACRON

Mais je vous le dis, à chaque fois, la réponse elle est implacable. Et mon soutien s'accompagne, aussi, comme l'a mis en place le ministre, d'une très grande rigueur sur le respect des règles de déontologie. On a réformé les inspections, on y a mis des personnalités issues justement de la magistrature, on a créé un système de transparence des rapports et ensuite, les forces de sécurité qui peuvent être incriminées dans ces affaires sont déférées devant la justice. Il faut que la justice puisse faire son travail aussi de manière la plus apaisée possible. Donc il n'y a pas de complaisance. Il y a de la transparence, de la rigueur et de la rigueur absolue sur les règles de déontologie. Après, il n'y a rien qui justifie de brûler un commissariat, de brûler une mairie, de brûler une bibliothèque, de brûler un terrain de sport qui vient d'être construit. Tout ça, c'est absurde et c'est en quelque sorte beaucoup de gens aussi qui, derrière, attisent la colère. Donc là aussi, on sera intraitable sur ce point-là. Voilà le seul ordre républicain auquel je crois.

Journaliste

Monsieur le Président à la suite de vos propos sur l'Ukraine, plusieurs jeunes vous ont demandé si on pouvait avoir la guerre en France.

Emmanuel MACRON

Oui, c'est normal.

Journaliste

On s'inquiète de cette perspective. La peur quand même s'est beaucoup répandue au sein de l'opinion en France. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je pense que c'est normal et je pense que c'est souhaitable qu'il y ait ces questions et qu'il y ait une prise de conscience en particulier dans notre jeunesse. Je pense que c'est important que notre jeunesse, d'abord, mesure ce qu'est le conflit en Ukraine. Une guerre d'agression lancée par la Russie contre un pays, qui a pris une partie de son territoire, qui est à 1 500 kilomètres de nos frontières. C'est très peu. Et je pense que cette prise de conscience, elle était nécessaire parce que si l'Ukraine venait à tomber, si on décidait de l'abandonner, ce qui n'est pas le cas de la France, des Européens et de ses alliés, les conséquences seraient directes pour nous parce qu'ou s'arrêterait un pouvoir aussi impérialiste s'il pouvait avancer si proche de nous ?

La deuxième chose, je pense que c'est très important et j'ai essayé de leur dire, c'est que nos démocraties sont toujours à défendre. Nos valeurs sont toujours à défendre et que nous vivons dans un pays où, certes, il y a des difficultés, il y a des cas individuels qui sont très durs mais, ne l'oublions jamais, nous vivons dans un pays de liberté, de démocratie, où la justice est indépendante, où on est protégé, où l'école est gratuite, autant qu'obligatoire, où l'accès à l'université est quasi gratuit, où la santé est gratuite. C'est un trésor qu'est notre République, un trésor ! Alors, on peut toujours lui reprocher tout et rien. Il suffit de regarder à côté comment ça se passe. Simplement, la menace est là et donc il faut aussi être prêts à la défendre et à stopper des pouvoirs qui revendiquent leur caractère autoritaire, qui ont un ennemi qui est aujourd'hui l'Ukraine, mais un adversaire qui est cette Europe de démocratie libérale.

Journaliste

Monsieur le président, vous êtes venu il y a 3 ans.

Emmanuel MACRON

Oui, il y a 3 ans.

Journaliste

Vous avez pu encore échanger aujourd'hui avec des habitants. Est-ce que les discours ont évolué ? Qu'avez-vous entendu ? Est-ce que vous avez entendu des choses différentes ou bien les mêmes choses ?

Emmanuel MACRON

Alors d'abord, j'y retournerai aussi à Bassens, ce n'est pas des discours au cas par cas qui me permettrait d'avoir un avis tranché. Il y a des gens qui m'ont remercié de l'engagement et des visites régulières. Il y a d'autres gens qui ont dit : « moi, ma vie n'a pas changé suffisamment ». Donc je regarde avec beaucoup de lucidité ce qu'ont fait. Je sais que l'engagement de l'État à Marseille est inédit. Ce qu'on fait avec « Marseille en grand », c'est un projet inédit d'abord en montant. Je prends un exemple, c'est la ville où il y a le plus d'opérations de rénovation urbaine et où l'ANRU est la plus mobilisée. C'est plus de 600 millions d'euros. Et il faut l'assumer parce que Marseille en a besoin. Mais inédit aussi en méthode, parce que le choix qu'on a fait avec les élus c'est, par exemple sur les écoles, le choix d'accompagner avec une société de projet, la reconstruction d'écoles, parce que la situation était telle que la ville ne pouvait pas le porter. Et il fallait l'entendre. Donc moi, j'assume totalement cette méthode à part, ce qu'on fait aussi sur les transports avec la métropole et les moyens supplémentaires qu'on a mis, ce qu'on veut faire sur la sécurité, et c'est l'illustration même de ce que nous portons aujourd'hui, ce qu'on est en train de faire sur le port. Donc, j'assume cette méthode. Je sais que des choses changent. Elles changent, par exemple, sur l'entrepreneuriat, l'embauche, avec les carrefours qu'on a aussi bâtis. C'est toujours trop lent pour des gens qui vivent dans la grande difficulté et donc mon rôle, c'est d'être là pour remercier et féliciter quand les choses avancent. Ce que je veux faire aujourd'hui à l'égard de l'ensemble de nos forces, et de nos magistrats sur cette opération « place nette XXL » et en même temps nous mettre la pression à tous pour que les choses avancent plus vite et que les vies changent.

Journaliste

Monsieur le Président, beaucoup d'habitants nous font part de leur inquiétude sur la situation militaire à Gaza.

Emmanuel MACRON

J'ai dit la position de la France et elle est claire depuis le premier jour, qui est la condamnation implacable de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, le 7 octobre dernier, la reconnaissance du droit d'Israël à se défendre, la nécessité de respecter le droit international, le droit humanitaire et le droit de la guerre.

C'est pourquoi la France est un des premiers pays à avoir demandé, avec les pays de la région, une trêve humanitaire conduisant au cessez-le-feu, puis à un cessez-le-feu. Et c'est pourquoi aussi nous avons soigné et sauvé des milliers de vies, avec nos déploiements militaires, et que nous continuons, aussi, les largages de médicaments et de nourriture à Gaza.

Et troisièmement, la solution politique avec une solution à deux États. Je crois que cette position est équilibrée. Elle est la seule qui permet de construire dans la durée la paix et la sécurité pour tous. Après, j'ai bien vu ici aussi beaucoup d'indignation, d'angoisse, de détresse quand on voit les images et la situation humanitaire. Et je comprends cela et c'est pourquoi nous appelons à cesser le feu. Mais je pense que ça ne doit nourrir aucune haine au sein de la République. Je le dis aussi avec la plus grande clarté.

Journaliste

Comment vous faites pour convaincre Benjamin NETANYAHOU de ne pas lancer cette offensive ?

Emmanuel MACRON

D'abord continuons à aller au contact et à parler, en expliquant les risques qu'il encourt, y compris en termes de perception internationale et de capacité à construire la solution politique. Et moi je crois, et je lui ai dit, que si on partage sa volonté d'éradiquer un groupe terroriste, ça ne saurait justifier, quand on est une démocratie, de telles conséquences humanitaires. Je pense que ce faisant, ce sont les conditions mêmes de la paix de demain qui sont mises à risque. Et donc moi, je vais continuer de l'appeler, de faire la pression diplomatique avec d'autres Européens et avec aussi plusieurs pays de la région avec lesquels nous sommes engagés. Et nous avons un travail très étroit avec la Jordanie, l'Égypte, le Qatar et les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite pour mener cette pression et aussi bâtir la solution politique de demain et les coopérations sécuritaires qui permettent de donner des perspectives à Israël, de lutter différemment.

Après, c'est ce que j'ai dit sur la solution politique, il y a beaucoup d'idéologie aussi derrière, de tous les côtés. Et mon souhait, c'est d'avoir cette position diplomatique qui, je crois, est celle qui correspond à l'histoire de notre pays et à l'intérêt général de la région et du nôtre et de n'importer, en rien, ce conflit chez nous.

Voilà. En tout cas, je veux remercier vraiment nos forces de sécurité. Félicitations !